



Le Rassemblement national a rendu publique la candidature de monsieur Fabrice Leggeri sur sa liste aux élections du parlement de l'Union européenne du mois de juin prochain. Monsieur Leggeri a été directeur de l'agence Frontex de novembre 2014 à avril 2022.

Agence européenne créée en 2004, Frontex est chargée du contrôle et de la gestion des frontières extérieures de l'espace Schengen.

Rappelons que différents rapports relayés par la CGT, par différents médias et par des associations oeuvrant pour les droits de l'Homme ont mis en lumière des pratiques contraires aux droits humains : maltraitance, expulsion de mineurs non accompagnés, utilisation de sédatifs, non-respect du secours en mer ; autant de fautes et de délits graves commis en toute impunité.

La CGT avait alors alerté par communiqué les parlementaires nationaux et européens pour demander qu'une enquête soit faite sur cette agence supranationale. La CGT Douanes alerte, depuis 2015, sur l'opacité des moyens Frontex alloués à la DGDDI pour le contrôle migratoire en mer. Elle s'interroge plus largement sur la gouvernance et le financement de cette agence.

C'est à la suite d'une enquête de l'Office de lutte antifraude de l'Union européenne portant notamment sur ces cas présumés illégaux de refoulement de migrant.es que monsieur Leggeri a démissionné en 2022.

In fine, la montée au front de monsieur Leggeri sur la liste du Rassemblement national est la suite logique de ces pratiques xénophobes et contraires au droit international, notamment le droit maritime qui sanctuarise le sauvetage en mer. Force est de constater que cette candidature confirme l'existence de passerelles entre la (haute) Fonction publique et l'extrême-droite.

À quelques semaines du vote aux élections européennes, nos organisations réaffirment leur engagement plein et entier pour :

- Une Fonction publique fondée sur les principes d'égalité de traitement, de responsabilité et d'indépendance, respectueuse du droit international ;
- Le respect des droits des personnes étrangères, des migrant.es, au sein de l'Union européenne, de l'espace Schengen, dans chaque Etat et, a fortiori, en France ;
- Des frontières extérieures qui ne soient pas des zones de non-droit et d'irresponsabilité mais que les droits internationaux et européens y soient respectés ;
- L'imposition d'un contrôle démocratique et transparent des missions que chaque Etat effectue pour le compte de Frontex.

Nos organisations - CGT Douanes, CGT Finances et UFSE-CGT- , réitèrent aussi leur demande d'abrogation de la loi Asile et immigration et leur opposition à toute velléité de remise en cause du droit du sol.

Avec l'entrée au Panthéon de Mélinée et Missak, c'est de fait le groupe Manouchian qui accède à la

plus haute reconnaissance de la France. Elles et ils étaient d'origine et de confession diverses. Internationalistes, elles et ils sont un symbole de la lutte pour la liberté, l'égalité, la fraternité, la paix : les valeurs du service public !

fichiers:



[Télécharger 2024.02.26_-_communiqué_frontex.pdf](#) (137.31 Ko)

Public: [Infos / actions](#)

[Solidarité](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
